

tend par ce mot-là. Seulement j'ai remarqué, que lorsqu'un pouvoir tombe par ses excès, il ne manque pas de dire : c'est la faute des doctrinaires. D'où l'on pourrait conclure que ce sont des gens qui ont pris à tâche de régulariser le pouvoir. La chose est difficile ; car ils doivent avoir contre eux, d'abord les amis exclusifs du pouvoir, ensuite ses ennemis. Pour moi, je regarde le pouvoir comme un mal sans doute, mais comme un mal nécessaire, ou plutôt comme un remède violent qu'il faut appliquer à la société. À mesure que les infirmités sociales diminuent, que l'humanité se fortifie, le remède doit naturellement s'adoucir, jusqu'à l'époque où l'on pourra presque s'en passer : ce que je vois dans un avenir fort lointain. Mais, à ne s'en tenir qu'au présent qui nous touche un peu plus, il faut répéter que le pouvoir ne plaît qu'à ceux qui l'exercent ; le reste est toujours contre lui. Eh mon Dieu ! quel ministère, quelle chambre même n'ont été impopulaires au bout de trois mois ! Depuis que je suis de ce monde, je ne me souviens pas d'avoir vu un gouvernement dont on fût content, si ce n'est dans ses commencements ; de même que je ne me souviens pas d'avoir jamais entendu dire que le commerce allât bien.

LE JOURNALISTE. Allons, tu es un pessimiste décidé.

LE DÉPUTÉ. Pas davantage. Je crois dans la bonté de la nature humaine, quoique je ne me cache pas ses mauvais penchants. Je crois aux vertus populaires, quoique je ne pense pas qu'on puisse fonder le gouvernement sur la classe la plus nombreuse. Je crois aux sentiments philanthropiques d'une partie de la classe éclairée, quoiqu'il me semble que l'égoïsme domine chez elle comme chez toutes les autres classes. Je crois dans l'avenir de l'humanité, quoique je voie avorter beaucoup de prétendus progrès, et beaucoup de tentatives prématurées d'avancement, aboutir à des reculades. Je pense donc, qu'un gouvernement qui a le sens commun, doit tenir compte de tous les faits bons ou mauvais qui composent l'état social. Je pense que le mouvement et la résistance sont aussi nécessaires l'un que l'autre, et sont nécessaires l'un à l'autre ; car je défie de concevoir physiquement le mouvement sans la résistance, comme la résistance sans le mouvement. Mais je pense aussi que le gouvernement n'est autre chose que la transaction entre ces deux forces. Ainsi, ce juste milieu dont on a la sottise de se moquer, quoiqu'il ait été le souverain bien des sages de tous les temps, doit être le but du gouvernement. Celui-ci doit servir d'intermédiaire, de conciliateur, de modérateur entre le mouvement et la résistance ; et



s'il fonctionne bien, s'il sait tenir ce milieu, si glissant, si difficile, il empêche la machine politique de se détraquer.

LE JOURNALISTE. Voilà, je crois, de la physique, de la métaphysique, et même de la mécanique.

LE DÉPUTÉ. Il faut donc, et il y aura donc toujours des hommes de mouvement qui expriment les plaintes et les vœux de la société, qui représentent la critique et la théorie. Il y aura toujours des hommes de la résistance, qui représentent les intérêts satisfaits de la société, et montrent les écueils d'une application intempestive de la théorie toujours trop impatiente, et destinée à précéder de loin la pratique. Enfin, il y aura des hommes du milieu qui représentent la nécessité d'agir pour satisfaire la société sans péril pour elle; ce sont les hommes d'application, obligés d'examiner à quel point le progrès est désiré par le plus grand nombre, et à quel point il peut s'accomplir. Ces hommes, entrant dans le positif et l'embarras des affaires, aperçoivent les difficultés de l'application qui échappent toujours aux hommes de critique et de théorie, et que s'exagèrent quelquefois les hommes de résistance. Ils se chargent d'un rôle impopulaire : demander de l'argent aux contribuables, et refuser toutes les dépenses impossibles. Ils

sont parfois honnis; car, lorsque le peuple souffre, il s'en prend au gouvernement. Les autres ont les agréments de la popularité, parce qu'ils ont choisi un rôle plus commode : critiquer et plaindre.

LE JOURNALISTE. Ah! enfin nous y voilà. Tu es le panégyriste du juste milieu.

LE DÉPUTÉ. Moque-toi tant qu'il te plaira. J'en pourrais dire là-dessus bien davantage.

LE JOURNALISTE. C'est assez comme cela. Je vois du moins que tu es toujours un honnête homme. J'empêcherai, autant qu'il sera en mon pouvoir, qu'on ne te travaille dans un ou deux journaux.

LE DÉPUTÉ. C'est toujours quelque chose : car pour vos éloges, je n'y compte pas. Pourtant il me suffirait pour cela de demander toujours la suppression des impôts, sans jamais m'inquiéter des dépenses. Je me trompe : toutes les dépenses que réclament les pétitions, je devrais les voter en invoquant des économies. J'avoue que je n'ai pas le courage de faire quelque chose de si facile, et surtout de si raisonnable, pour être populaire.

LE JOURNALISTE. Adieu, mon cher; je te garantis mon journal, mais non le *Figaro*.

A quelque temps de là, notre député est de-



venu tout soucieux, tout pensif. Sa femme cherche en vain à le distraire, à le rasséréner.

MADAME. Qu'as-tu donc, mon ami? Sont-ce toujours ces sollicitateurs qui t'accablent de lettres, de pétitions? n'en prends qu'à ton aise; tu te dois avant tout aux intérêts publics ou à ceux de notre département; les intérêts privés vont après.

MONSIEUR. Ma foi, je fais ce que je peux; ce n'est pas ma faute si je n'obtiens rien. Au surplus, nous sommes ici pour faire des lois et non pour donner des places: je voudrais qu'il nous fût défendu d'en solliciter pour personne. Quand nous réussissons, il y a des mécontents, et pour nous autant d'ennemis.

MADAME. Oh! tu vas trop loin, mon cher. Un peu de crédit fait toujours bien.

MONSIEUR. Oui, du crédit. Nos commettants nous tourmentent pour faire de l'opposition, en même temps qu'ils nous mettent des pétitions plein nos poches!

MADAME. C'est vrai; demander toujours pour les autres et jamais pour soi.

MONSIEUR, avec humeur. Eh! il ne s'agit pas de cela.

MADAME, doucement. Je croyais. Mais, au surplus, quand tu demanderais à entrer au conseil d'état, quel mal y aurait-il? Tu en as bien le

droit comme les autres; et cela nous donnerait du relief.

MONSIEUR, vivement. Je n'ai rien de ce qu'il faut pour cela; honorifiques ou salariées, les places ne me conviennent nullement. Ne suis-je pas plus heureux avec mon repos, mon indépendance? Il ne manquera jamais de gens plus capables que moi pour les fonctions publiques.

MADAME. Oh! mon ami, que tu es rigide! Tu ne seras donc jamais rien, ni moi non plus!

MONSIEUR. Mon Dieu que la vanité puérile des femmes nous fait faire de sottises quand nous l'écoutons!

MADAME. Eh bien! ne sois rien puisque tu le veux. Mais au moins fais-toi décorer de la Légion d'honneur. Il est bien plus agréable de donner le bras à un homme décoré; et puis, en voyage, on est traité avec plus d'égards, on est...

MONSIEUR, l'interrompant. Allons, laissons cela; il s'agit d'autre chose. J'ai rompu avec le ministère.

MADAME, se levant tout à coup, avec la plus vive émotion. Oh mon Dieu! que dis-tu là? et pourquoi?

MONSIEUR. Je n'y pouvais plus tenir. Les quolibets, chaque jour répétés, des petits journaux contre moi; les attaques plus sérieuses des journaux politiques; le soulèvement de notre arrondissement contre l'impôt sur les boissons, et les instances menaçantes qu'on m'adresse pour que j'en demande l'abolition; tout cela m'a rendu



la vie insupportable. Près de perdre ma popularité, dans notre pays, et courant risque d'y être accueilli par des charivaris, au lieu de sérénades, de chansons et de banquets, il m'a fallu prendre un parti.

MADAME, tremblante. Dieux! et qu'as-tu fait?

MONSIEUR. J'ai rédigé une proposition pour la suppression de tous les impôts indirects.

MADAME. Est-il possible? mais il est encore temps d'y réfléchir avant de la déposer.

MONSIEUR. Elle est déposée et connue des journaux.

MADAME, s'évanouissant à peu près. Ciel! quelle bêtise!

MONSIEUR, gravement. C'est mieux que cela. Mais heureusement le bon sens de la majorité en fera justice.

MADAME. En attendant, nous voilà perdus; plus rien à espérer!

MONSIEUR. C'est ce qui m'inquiète le moins.

MADAME. Tu aurais bien pu prendre d'abord une place, et puis après faire de l'opposition tout à ton aise. Faut-il être fou!

MONSIEUR. Je crois que tous les hommes le sont un peu, car ils ne veulent de moyen terme en rien. Il faut s'attacher à un parti ou à l'autre; il faut flatter une passion pour être porté aux nues par ceux-ci, en se résignant à être déchiré et foulé aux pieds par ceux-là. Tenez le milieu, vous soulevez tout le monde contre vous. Pauvre

milieu! plastron des fous, chimère des sages! Va donc, sottie humanité! de l'anarchie au despotisme; et puis, au rebours. Monte au galop, pour dégringoler après. Je sais bien que le progrès se fait toujours un peu au bout de ces saccades, où s'usent tant de forces, où se brisent tant d'existences : mais ne vaudrait-il pas mieux avancer tranquillement au pas?

Quoique tous les bureaux de la chambre aient rejeté la lecture de la proposition de l'honorable M. Bonfils, cet acte d'opposition, dont le succès eût arrêté la marche du gouvernement en rendant le budget impossible, a remis pendant quelque temps notre député en bonne odeur auprès des journaux du mouvement. Sans cela il était décidé que c'était un homme secrètement vendu au ministère, ou, tout au moins, un homme séduit, corrompu par trois dîners et autant de poignées de main.

FÉLIX BODIN.

